

UNION DES COMORES

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PLAN

COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT



Projet GVT/PNUD N° 000 52978

*« Renforcement des Capacités Nationales en matière de
Planification, Gestion et Suivi - Evaluation du Développement »*

**Document de Cadrage Macroéconomique du DSCR final tenant
compte des Engagements du Gouvernement avec le FMI et les
Perspectives d'une Négociation de la Facilité pour la réduction de la
pauvreté et la croissance (FRPC) avec le FMI**

I. Introduction et Contexte¹

L'Union des Comores dispose depuis juillet 2003, d'un document intérimaire de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCRPI). Issu d'un long processus participatif soutenu par les partenaires au développement dont notamment le PNUD et la Banque mondiale, le document a été validé par l'ensemble des institutions publiques, de la société civile et des opérateurs économiques. Ce document stratégique a été actualisé en 2005 et constitue aujourd'hui le document de référence de l'Union des Comores en matière de développement socio-économique du pays. Pour opérationnaliser le DSCRPI, le gouvernement a élaboré un plan d'action pour la période 2006-2009. Le plan d'actions proposait un ensemble cohérent de trente-cinq (35) programmes prioritaires regroupés au sein des sept axes stratégiques du DSCRPI et qui couvrent 13 secteurs.

Par ailleurs, en 2008, le Gouvernement comorien, avec l'appui de ses partenaires au développement dont la Banque Mondiale et le PNUD et après avoir tiré les leçons des expériences passées, a décidé d'engager une vaste réflexion impliquant tous les acteurs de la vie nationale, notamment les populations à la base, les collectivités décentralisées, les ONG, les services administratifs régionaux, les partis politiques, la société civile pour la formulation de la version finale du document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté du pays.

Aussi, sur la base des études thématiques, relative à l'ensemble des secteurs couverts par le DSCRPI il a été procédé à la mise à jour du diagnostic sectoriel dans chacun des secteurs prioritaires et à l'intégration de ces nouvelles thématiques dans les rapports sectoriels qui serviront de base à la formulation du DSCRPI final. Il est convenu également que le nouveau document intègre davantage les OMD en droite ligne avec les travaux d'évaluation des coûts des besoins pour la réalisation des OMD.

En outre, l'Union des Comores a engagé avec le FMI des négociations qui ont permis la conclusion en août dernier d'un programme d'aide d'urgence post-conflit (AUPC) sur une période de six mois et qui c'est achevé en mars 2009. La finalisation de ce programme pourrait ouvrir la voie à un appui budgétaire dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) et faciliter l'accession du pays aux mécanismes d'allègement de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPTE) pour lequel le pays est éligible.

Dans le contexte ci-dessus indiqué : la définition du cadrage macroéconomique de la version finale du DSCRPI, tient compte non seulement du chiffrage des OMD, qui sera harmonisé avec la matrice d'action du DSCRPI final et tient aussi, notamment compte des orientations du programme que le gouvernement a négocié avec le FMI et intègre les perspectives d'une négociation de la FRPC, après l'évaluation du programme d'aide d'urgence post-conflit (AUPC) en Juin 2009.

¹ Document préparé par Achille TOTO SAME (achilletotosame@verizon.net)

II. Performance Macroéconomique et Analyse Structurale de l'Économie Comorienne de 2004 - 2007

La structure de l'économie Comorienne est restée stable de 2004 à 2007. Le regroupement des branches de production en secteur d'activités comprenant le secteur primaire, secondaire et tertiaire, permet d'apprécier la contribution de ceux-ci à la formation du PIB et à sa croissance en termes réels de 2004 à 2007. Bien que le secteur tertiaire représente en moyenne 48% du PIB, les effets multiplicateurs et induits restent néanmoins moins importants par rapport au secteur agricole.

| Contribution à la formation du PIB | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|------------------------------------|------|------|------|------|
| Secteur Primaire | 41,1 | 41,2 | 41,0 | 40,8 |
| Secteur secondaire | 10,8 | 10,8 | 11,1 | 10,1 |
| Secteur tertiaire | 48,1 | 48,0 | 47,9 | 49,0 |

Source : Ministère des Finances, du Budget et du Plan – Commissariat General au Plan.

Le secteur agroalimentaire est généralement caractérisé par les sous-secteurs suivants: cultures vivrières, cultures de rente, la pêche, l'élevage et la forêt. Le poids des sous-secteurs à la contribution de la valeur ajoutée du secteur agroalimentaire se répartie comme ce qui suit : (i) culture vivrière 47%; (ii) Pêche 21% ; (iii) culture de rente 13% ; (iv) Bois 11% ; et (v) Elevage 8%. La contribution de l'agriculture à l'économie comorienne est significative en termes de formation du PIB, d'emplois, de satisfaction des besoins alimentaires de base et de recettes d'exportation. Elle génère environ 40 % du PIB, 80 % des emplois et près de 10 % des recettes budgétaires.

Au cours des dernières années, la croissance du secteur agricole est restée faible, voire stagnante. Malgré son importance dans l'économie, les Comores importent de plus en plus de denrées alimentaires. Le riz demeure toujours l'aliment de base du régime alimentaire. Il est importé à plus de 95 %. L'essentiel du travail agricole est fait manuellement et les techniques de production demeurent encore peu intensives en capital. Ce mode de production se traduit par des rendements faibles, inférieurs au potentiel du matériel végétal existant ou que permettraient les sols agricoles.

La faible productivité des cultures, les vols, la dévastation des cultures par les animaux et le faible niveau des prix au producteur découragent les agriculteurs qui se tournent graduellement vers une agriculture de subsistance et d'autres activités non agricoles jugées moins risquées. Néanmoins, le secteur primaire reste le plus dynamique en termes de croissance. Entre 2004 et 2007, le secteur primaire a été le principal moteur contribuant à la création de la richesse nationale par rapport aux autres secteurs comme l'indique le tableau ci-après.

| Contribution à la croissance réelle du PIB | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|------|------|------|------|
| Secteur Primaire | 1,3 | 1,5 | 1,3 | 1,2 |
| Secteur secondaire | 0,2 | 0,3 | 0,3 | -0,5 |
| Secteur tertiaire | 0,4 | 1,0 | 1,0 | 0,5 |
| Taux de croissance | 1,9 | 2,8 | 2,6 | 0,8 |

Source : Ministère des Finances, du Budget et du Plan – Commissariat General au Plan.

III. Développements Économiques Récents et Perspectives Macroéconomiques à Court Terme

D'après les consultations récentes du Fonds Monétaire au titre de l'article IV; la situation économique des Comores a été dominée en 2008 par une crise du secteur de l'énergie et une forte restriction de l'accès du secteur privé au crédit bancaire. Le pays a notamment souffert de délestage systématique d'électricité en 2008, ce qui a considérablement entravé l'activité économique et par ricochet la croissance économique. Le délestage d'électricité continue de perturber l'activité économique et d'entraver la reprise d'une croissance économique soutenue.

La crise des secteurs énergie et financier a provoqué une baisse des activités dans les principaux secteurs productifs, y compris transports et le commerce. Cette crise semble avoir été atténuée et voire compensée par une bonne tenue de la production agricole, stimulée par l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires, ainsi que par un relatif dynamisme constaté dans le secteur des bâtiments et travaux publics. Par conséquent, le taux de croissance réel d PIB a été 1%, ce qui constitue néanmoins une embellie par rapport à l'année 2007. L'inflation est restée forte aux environs de 7% en raison notamment des coûts élevés du carburant et du transport.

Les exportations de vanille et de girofle, principaux produits d'exportation ont été en forte baisse, face à la persistance de la faiblesse des cours mondiaux. La forte poussée des transferts des fonds des émigrés comoriens représentant environ 25% du PIB, a soutenu l'activité de construction qui s'est traduite par une augmentation des importations, notamment du ciment et d'autres matériaux de construction. Dans le même temps la facture pétrolière a également augmenté. Tous ces facteurs conjugués ont entraîné une augmentation du déficit de la balance des transactions courantes (excluant les dons) qui a atteint l'équivalent de 9,5% du PIB en 2008 contre 6,7% de PIB en 2007.

La base d'exportations des Comores est en effet très étroite, composée principalement de vanille et clous de girofle, représentant plus de $\frac{3}{4}$ du total des recettes d'exportations. Cette dépendance rend l'économie très vulnérable aux variations des prix internationaux, bien que d'importants transferts ou envois de fonds de la diaspora Comorienne constituent une source considérable de réserve de changes, qui alimente la consommation et offre une couverture nécessaire au financement des importations. En outre, l'infrastructure économique et sociale est délabrée et le mauvais climat de l'investissement découragent l'initiative du secteur privé et dissuadent l'investissement direct étranger.

Dans le domaine budgétaire, sous l'effet de l'instabilité des efforts de mobilisation des recettes et de l'insuffisance de la gestion des finances publiques, de nouveaux arriérés extérieurs de paiements ont été accumulés en 2008 et, se situaient à un niveau insoutenable représentant 235% des exportations des biens et services en fin d'année. Le gouvernement est néanmoins parvenu à obtenir de ces principaux partenaires au financement du développement, le report des échéances de ses principales obligations au titre du service de la dette; dans le cadre d'une action d'amélioration des relations avec ses créanciers.

Dans le contexte macroéconomique actuel caractérisé par une faible croissance économique, un déficit extérieur et intérieur et la persistance d'une faiblesse des exportations de biens et services; la situation d'endettement de l'état Comorien est insoutenable et risquerait de s'aggraver si aucune mesure structurelle n'est mise en œuvre pour renverser cette tendance et

compte tenu notamment dans perspectives de la mise en œuvre du DSCR final, qui se traduirait par des investissements ou dépenses supplémentaires.

Les objectifs macroéconomiques du gouvernement pour l'année 2009 sont : (i) un taux de croissance réel du PIB de 0,8%; (ii) un taux d'inflation moyen de moins de 4,9%; (iii) un déficit de la balance des opérations courantes contenu à 8,5% du PIB; (iv) des investissements devraient se situer au niveau de 12,3% du PIB; (v) le solde budgétaire primaire devrait s'améliorer de près de 1% du PIB, traduisant ainsi le nécessaire renforcement de l'épargne publique et enfin; (vi) les créances bancaires nettes sur l'État devront se contracter légèrement, pour permettre le crédit bancaire au secteur privé de croître à un rythme plus soutenu.

En ce qui concerne la gestion des finances publiques; le principal objectif du budget 2009 demeure la réduction du déficit du solde budgétaire primaire (excluant les dons) la cible étant fixée à 1,6% du PIB, comparé à 2,7% en 2008. Cet ajustement sera obtenu au travers des économies sur les dépenses de sécurité et dépenses liées aux réponses à la crise du secteur énergie. Les recettes publiques attendues et les dépenses totales sont évaluées à 24,474 milliards de FC soit 13% du PIB et de 40,513 milliards de FC soit 21,5% du PIB respectivement. Compte tenu des dons programme et dons projets déjà identifiés de 13,787 milliards ou 7,3% du PIB et d'une réduction nette des arriérés de paiement de 2,497 soit 1,3% du PIB. Le déficit budgétaire global base caisse devrait atteindre 2,5% du PIB en 2009 contre 1,3% en 2008.

La performance macroéconomique des Comores et les perspectives de croissance ainsi que les prévisions des finances publiques comptant pour 2009 ne sont pas à la hauteur des enjeux et des défis auxquels le pays fait face à fin briser le cercle vicieux de pauvreté dans lequel le pays se trouve enfermé, lequel se caractérise par : un « *double gap* », se traduisant par un déficit extérieur, du fait de la faiblesse des exportations de biens et services et d'un déficit intérieur du fait de la faiblesse de l'économie et partant des revenus du gouvernement. Par conséquent le gouvernement n'a d'autre marge de manœuvre que l'endettement qui induit le service insoutenable de la dette, qui provoque à son tour les transferts nets négatifs inhibant et entravant toute possibilité du financement véritable du développement économique et donc la réduction de la pauvreté.

Les besoins de financement nets de l'État au titre de l'exercice 2009 sont évalués à 8,454 milliards de FC, soit 4,5% du PIB. Ce gap de financement prend en compte le service de la dette extérieure de 4,483 milliards de francs comoriens soit 2,4% du PIB; dont 3,287 milliards de FC au titre du service courant de la dette et 1,196 milliard de FC au titre d'arriérés. Il convient de signaler que le gouvernement est confronté aux transferts nets négatifs de 3,735 milliards de FC, soit 2% du PIB. Une croissance forte et soutenue sera indispensable pour briser ce cercle vicieux qui asphyxie littéralement le gouvernement et entrave le processus de développement au lieu de l'accompagner et de l'amplifier.

Il sera fondamental d'améliorer l'intermédiation financière pour stimuler le développement du secteur privé et soutenir la croissance. Les autorités sont conscientes de cette situation et quelques progrès sont en cours notamment à travers l'ouverture récente de deux nouvelles banques étrangères : l'EXIMBANK de Tanzanie et la BFC (Banque Fédérale des Comores). Il convient cependant de signaler que de nombreuses difficultés subsistent, qu'il faudrait surmonter afin que l'expansion de l'intermédiation financière puisse effectivement soutenir la croissance à moyen terme.

L'amélioration du commerce extérieur et l'investissement direct étranger (IDE) faciliterait la diversification économique et stimulerait la croissance. Les recommandations de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (DTIS) récemment achevées ont souligné la nécessité de développer le potentiel touristique considérable des Comores en attirant l'IDE dans le secteur. Les entrées d'IDE dans le pays pourraient passer d'une moyenne annuelle de 0,4% du PIB sur la période 2000-07 à environ 2% du PIB à moyen terme, alimentées principalement par les investissements touristiques des États du golfe, principalement le Koweït et EAU.

En effet, l'amélioration du climat d'investissement est nécessaire pour d'attirer les investissements directs étrangers et encourager la population à consacrer les importants envois de fonds davantage à l'investissement productif qu'à la consommation. Un projet de Code des Investissements a ainsi été approuvé par le parlement en 2007. Le gouvernement s'est aussi engagé à mettre en place un guichet unique pour les investisseurs, lequel devrait déjà être opérationnel ainsi que la mise en place de l'Agence Nationale pour la Promotion des investissements (ANPI).

Le gouvernement est également déterminé à libéraliser le commerce extérieur. Des droits de douane spécifiques levés sur les produits clés ont été transformés en impôts intérieurs indirects et les droits de douane ad valorem ramenés à un nouveau maximum de 20%. L'étude-diagnostic sur l'intégration commerciale effectuée récemment dans le cadre de l'initiative du cadre intégré (DTIS) a permis d'évaluer la compétitivité générale de l'économie Comorienne, d'identifier les secteurs dotés d'un plus grand potentiel d'exportation et de souligner les obstacles au développement du commerce.

IV. Le Cadrage Macroéconomique du DSCRП et les Perspectives de Croissance Économique 2009 – 2014

Le cadrage macroéconomique du DSCRП final représente le cadre général et les conditions économiques nécessaires au financement de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté des Comores. En principe tout financement sain du développement économique provient principalement de la croissance économique; laquelle est soutenue par une combinaison de facteurs structurels de l'économie du pays. Ici, il sera question de présenter d'une part les principales hypothèses macroéconomique, et d'autre part, les projections de croissance basées sur des projections sectorielles.

A – Les Principales hypothèses Macroéconomiques

A moyen terme les projections de croissance de 2010 à 2014 mises principalement sur une (i) évolution soutenue des activités du secteur agricole; (ii) le développement du secteur touristique; (iii) le dynamisme persistant du secteur bancaire et intermédiation bancaire; (iv) la résolution de la crise du secteur de l'énergie qui rendrait possible une amélioration de la productivité dans tous les secteurs de l'économie et enfin; (v) les effets induits par les nouveaux investissements inhérents à la mise en œuvre du DSCRП.

- Le gouvernement observera une discipline budgétaire et manifestera davantage de prudence dans la gestion et maîtrise des finances publiques afin de dégager des marges de manœuvres nécessaires au financement du DSCRП.
- La masse salariale restera constante et pourrait se contracter en fonction de la mise en œuvre des réformes constitutionnelles en cours.
- Des ressources supplémentaires seront allouées à la mise en œuvre du DSCRП, ce qui se traduirait par un investissement accru dans tous les secteurs identifiés dans le DSCRП; et particulièrement en agriculture et promotion du tourisme.
- Un effort particulier d'investissement sera fait dans le secteur agricole; compte tenu de son poids dans la formation du PIB et son rôle prépondérant dans l'économie comme principale source de création de richesse, de revenus et représentant environ 80 % des emplois.
- Le gouvernement continuera à prendre des mesures nécessaires et indispensables à l'amélioration du climat d'investissement afin attirer davantage d'investissements directs étrangers pour soutenir entre autres le développement du Tourisme aux Comores.
- Le gouvernement mettra l'accent sur la promotion des activités du secteur touristique afin d'exploiter l'énorme potentiel inexploité du Tourisme aux Comores. Le tourisme est un secteur très porteur compte tenu du potentiel naturel des Comores.
- Un effort de mobilisation des financements externes et particulièrement des dons sera entrepris pour appuyer la mise en œuvre du DSCRП qui tiendra compte du coût de réalisation des OMD.
- Le gouvernement engagera un effort de mobilisation et de collecte des ressources fiscales.

- Le gouvernement prendra des dispositions et mesures nécessaires afin d'obtenir un allègement du service de sa dette externe au titre de l'initiative PPTE.
- La masse monétaire devrait sensiblement augmenter pour accompagner la croissance des activités économiques tout en contrôlant le niveau de l'inflation.
- Le dynamisme et la surliquidité du secteur bancaire se traduiront par une facilité d'accès et une augmentation du crédit au secteur privé.

A – Les Principales hypothèses Sectorielles 2010 - 2014

- **Secteur Primaire (taux de croissance réel de 4% en moyenne)**

Le secteur primaire restera le principal moteur de croissance à moyen terme notamment à travers le sous secteur agricole et le sous-secteur de la pêche qui bénéficieront prioritairement des investissements relatifs à la mise en œuvre du DSCR. Le taux de croissance attendu sera de 2.5% en 2010 à 5.9% en 2014 :

Les hypothèses clefs sous-tendant cette croissance sont les suivantes : (i) la facilité d'accès au crédit par l'amélioration de l'intermédiation Bancaire ; (ii) l'amélioration de la transformation des produits de pêche, et l'augmentation de l'exploitation et (iii) l'utilisation des chambres froides pour la conservation des produits de pêche et enfin (iv) le développement de l'agriculture et l'augmentation de la productivité agricole.

- **Agriculture** (taux de croissance de 15%) : l'amélioration des routes ; l'amélioration du secteur de l'énergie ; les investissements prévus dans le secteur agricole *notamment à travers la modernisation de l'appareil de production*; l'amélioration du secteur bancaire facilitera l'accès au crédit et tous ces paramètres conjugués soutiendront l'évolution prévue de 15% du secteur.
- **Pêche** (15%) : La pêche est actuellement exploitée à 64% de sa capacité. L'amélioration de la production de la pêche par l'arrivée des bateaux de pêche, indispensables à l'amélioration de la capacité d'exploitation, il est prévu des investissements substantiels dans le sous secteur de la pêche notamment des chambres froides, la transformation, ainsi que l'amélioration et la rationalisation d'octroi de licence aux navires étrangers.
- **Elevage** (6%) : profitera du dynamisme d'ensemble du secteur agricole. Néanmoins compte tenu des contraintes existantes dans le sous secteur, son évolution ne sera que très modérée.
- **Sylviculture** (6%) : il est prévu de promouvoir l'exploitation d'ylang-ylang ce qui permettrait aux Comores de consolider sa place de premier producteur mondial.

- **Secteur Secondaire (Taux de croissance réel 2010 – 2014 d'environ 2.17%)**

La contribution du sous secteur dans la formation du PIB restera modeste compte tenu d'importants ajustements à réaliser et la faiblesse du sous secteur industrie manufacturière dans l'économie Comorienne. Les projections de croissance prévues en 2010 et en 2014 sont respectivement de 0.5% et de 1.7%.

- **Industrie Manufacturière (6.5%)** : Il n'est pas attendu une amélioration dans ce sous secteur de nature à améliorer sa performance. Ce sous secteur reste particulièrement fragile et ne se résume guère qu'à la fabrication de l'eau minérale et des yaourts. Il faut espérer que le possible démarrage des activités de transformation du sous-secteur pêche à moyen terme vienne améliorer la performance et la contribution du secteur à la formation de la richesse nationale.
- **Electricité et Eau (12%)** : Il est prévu une évolution de 12% en moyenne du sous secteur énergie. Bien que la contribution directe de ce sous secteur dans la formation du PIB reste très modeste, néanmoins les effets induits sont considérables pour l'ensemble de l'économie et permettraient d'améliorer la productivité générale. La croissance de ce sous secteur sera principalement soutenue par les investissements engagés dans la modernisation des groupes électrogènes alimentant les Comores; notamment avec l'appui de la chine dans le secteur.
- **Bâtiment et Travaux Publics (7.5%)** : Il est projeté un taux de croissance de 7.5% soutenu par les investissements de l'Union Européennes sur la construction des routes et les investissements dans le secteur privé pour la construction des maisons. La contribution directe du sous secteur bâtiment et travaux publics dans la formation du PIB restera néanmoins modeste. Cependant l'impact au niveau du secteur agricole sera significatif car la construction des routes permettrait d'améliorer le transport des produits agricoles vers les lieux de vente. En ce qui concerne les constructions privées, l'impact direct serait également limité car il n'y a pas de lien avec les autres secteurs d'activités à l'exception notable de la main d'œuvre locale.
- **Secteur Tertiaire (Taux de croissance réel 3.7% en moyenne de 2010 à 2014)**

L'évolution de ce secteur tertiaire, qui représente en moyenne 48% du PIB sur les cinq dernières années sera soutenue par le sous-secteur « Hôtels restaurants, » notamment à travers la promotion du sous-secteur tourisme dans la mise en œuvre du DSCRCP ; et le sous-secteur « bancaire » : Le dynamisme du secteur tertiaire sera aussi porté par les investissements dans le domaine de la téléphonie mobile et télécommunication.

- **Commerce et Hôtellerie (15.5%)** : dans l'ensemble la croissance du secteur tertiaire sera fortement portée par l'évolution du sous-secteur hôtellerie qui verrait une évolution en moyenne d'environ 15.5% entre 2010 et 2014 soutenue par le développement et la promotion du tourisme à travers la mise en œuvre du DSCRCP. La reprise des activités de l'hôtel Itsandra et la construction prévue de deux grands hôtels Galawa et Lac Salé (Djannati) sont de bons indicateurs du dynamisme naissant de ce sous secteur.
- **Banque et Assurances (15%)** : le dynamisme du secteur bancaire et notamment la micro - finance est perceptible à Moroni (Comores) principalement à travers la bonne reprise des activités de la BIC, de l'EXIMBANK, de la Banque de développement et l'expansion de la MECK. Le dynamisme récent observé dans le sous - secteur et l'amélioration attendue de l'intermédiation bancaire, et notamment, l'amélioration du crédit à l'économie ; en particulier au secteur privé et la facilité d'accès au crédit bancaire, aura un effet d'entraînement ou multiplicateur dans l'ensemble du secteur tertiaire et sur le plan de la croissance économique en générale.

- **Transports et Télécommunications (15%)** : les investissements prévus et en cours dans le domaine de la téléphonie mobile et télécommunication se manifesteront par un surcroît d'activité et soutiendront la croissance du sous secteur. Le ralliement du câble sous marins en cours pourrait considérablement augmenter les activités du secteur des télécommunications aux Comores.
- L'amélioration des routes entrainera aussi un surcroît d'activité dans le sous secteur transport notamment entre les zones urbaines et rurales compte tenu de l'attachement des Comoriens à leur village de naissance. L'installation des nouvelles compagnies aériennes ; l'éventuelle construction d'un port international à Moroni et la construction d'un aéroport international à Anjouan sont autant d'investissements qui soutiendront le dynamisme attendu du sous secteur transport.
- **L'Administration Publique (0%)** : la masse salariale absorbera environ 70% des recettes intérieures (fiscales et non-fiscale comprises) en 2009. Dans l'optique de maîtriser l'évolution de la masse salariale, l'hypothèse retenue est de maintenir ce sous-secteur au moins constant en termes réel de 2010 à 2014, *sur la base du niveau réel de la masse salariale de 2009*. Cette hypothèse tient compte d'éventuelles négociations avec le FMI et la nécessité de maîtriser les dépenses publiques principalement. Par ailleurs le gouvernement s'engage à des réformes institutionnelles qui vont conduire à l'organisation d'un référendum prévu le 17 mai visant à modifier l'architecture institutionnelle des gouvernements insulaires, ce qui se traduirait par un assainissement de la fonction publique et d'une baisse possible de la masse salariale.

Tableau de Synthèse des Projections des Principaux Agrégats Macroéconomiques du Cadrage

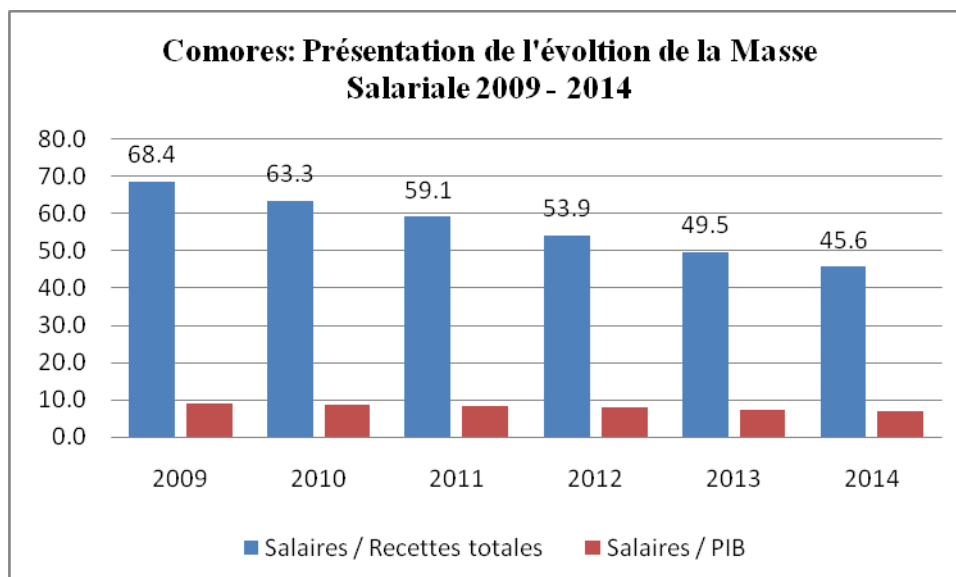
| Projections | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| PIB au prix du marché (milliards FC) | 184, 198.5 | 194, 881.7 | 208, 012.5 | 223, 268.3 | 242,130.3 | 262,764.9 |
| Recettes fiscales (en % du PIB) | 10.3 | 10.9 | 11.1 | 11.8 | 12.0 | 12.3 |
| Recettes non fiscales (en % du PIB) | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 | 2.7 |
| Recettes budgétaires (en % du PIB) | 13.0 | 13.6 | 13.8 | 14.5 | 14.7 | 15.0 |
| Dépenses totales (en % du PIB) | 19.5 | 29.1 | 29.1 | 28.9 | 28.4 | 26.8 |
| Dépenses en capital (en % du PIB) | 6.9 | 13.9 | 14.1 | 14.3 | 13.8 | 13.3 |
| Dépenses courantes (en % du PIB) | 12.6 | 15.2 | 15.0 | 14.6 | 14.6 | 13.5 |
| Salaires (en % du PIB) | 8.9 | 8.8 | 8.3 | 8.0 | 7.6 | 7.1 |
| Salaires / Recettes totales | 68.4 | 63.3 | 59.1 | 53.9 | 49.3 | 45.6 |
| Dépenses d'inv. Fin. Int (en % du PIB) | 0.5 | 1.0 | 1.5 | 1.9 | 2.1 | 2.3 |
| Dépenses d'inv. Fin. Ext (en % du PIB) | 6.4 | 12.9 | 12.6 | 12.4 | 11.6 | 11.0 |
| Financement Ext (en % du PIB) | 6.0 | 6.2 | 6.3 | 6.5 | 6.7 | 6.3 |
| Dons projets (en % du PIB) | 6.0 | 6.2 | 6.3 | 6.5 | 6.7 | 6.3 |
| Dons non projets (en % du PIB) | 0.7 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde Primaire % de PIB | -2.2 | -1.9 | -1.5 | -0.4 | -0.1 | 1.4 |
| Solde Global dons exclus. % PIB | -9. | -15.8 | -15.6 | -14.7 | -13.8 | -11.9 |
| Besoin de Financement (en milliards de FC)* | 4.4 | 18.6 | 19.2 | 18.3 | 17.3 | 14.8 |
| Taux de Croissance Réel du PIB | 1.2 | 2.5 | 3.6 | 4.4 | 5.5 | 5.6 |

* Y compris le besoin de financement du DSCRП tenant compte d'environ 3% du coût des OMD

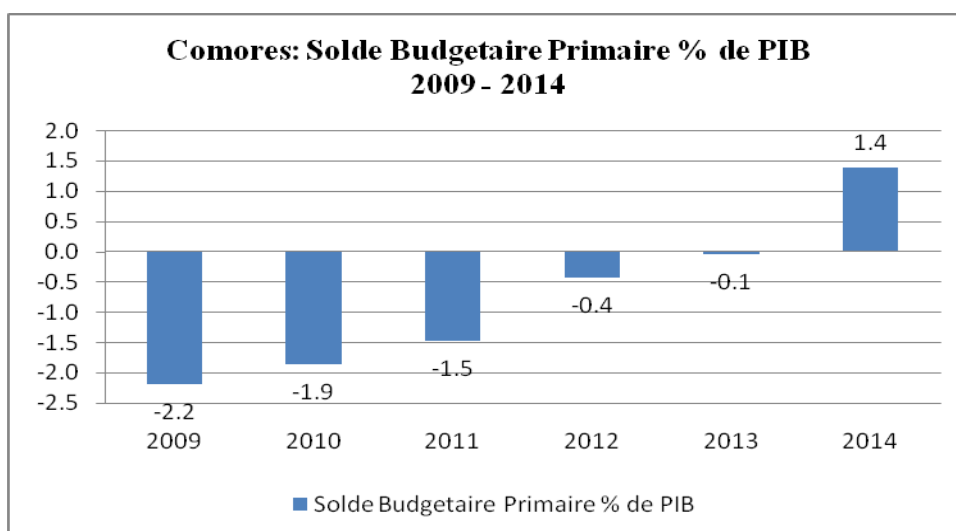
Source : Ministère des Finances, du Budget et du Plan – Commissariat General au Plan.

Le coût global pour atteindre les objectifs du millénaire est estimé à 16.237 milliards de dollars américains. Il a été convenu que les estimations de réalisation des OMD seront fondées dans la matrice d'actions du DSCR et harmonisées avec la stratégie de développement du gouvernement Comorien. Un CDMT/MTEF en sera par la suite préparé et servira de base pour la préparation du budget annuel d'investissement.

Quelles Appendices et Illustrations

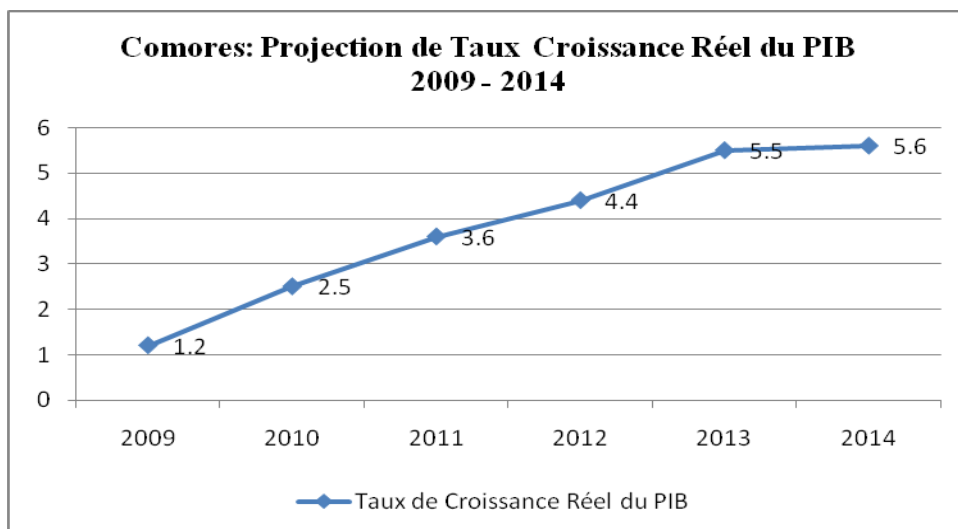


La masse salariale est gardée constante en termes réels, par rapport à son niveau de 2009 ce qui se traduit par une baisse constante de son poids total par rapport aux recettes totales et par rapport au PIB. En d'autres termes, la masse salariale ne suit pas l'évolution tendancielle de l'augmentation de la richesse nationale. Voir le TOFE et les projections sur la croissance. Cette baisse tendancielle de la masse salariale s'explique aussi par l'augmentation des recettes qui ne s'accompagne pas par une augmentation similaire de la masse salariale puisque nous postulons qu'elle restera constante en termes réels.



D'après les projections de ce cadrage macroéconomique, le solde primaire s'améliorera progressivement grâce au dynamisme de l'activité économique et redeviendra positif à partir de

2014 du fait d'une croissance plus soutenue. Par ailleurs il convient d'ajouter que ce niveau de déficit primaire est tout à fait soutenable compte tenu de la croissance démographique et du niveau de l'inflation, qui reste supérieur à 5% en 2009 et des projections de la croissance économique de 2009 à 2014.



Le besoin de financement du DSCRП n'est pas totalement reflété dans ce cadre par souci de respect des grands équilibres et par souci de crédibilité. Le coût global annuel pour la mise en œuvre du DSCRП est estimé aux environs de 16.237 milliards de dollars américains, soit environs 3.3 milliards de dollars annuellement ; ce qui représente plus de 10 fois le PIB des Comores. Il a été convenu suite à l'actualisation et à l'harmonisation de la matrice d'actions du DSCRП : qu'un CDMT/MTEF en sera préparé et servirait de base pour la préparation du budget annuel d'investissement.

